

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 35.312/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 35.312/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 10 avril 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant le statut de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 22 et 27 mai 2003, a donné à cette dernière date l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 april 2003 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk "besluit houdende het statuut van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 22 en 27 mei 2003, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

OBSERVATION GENERALE

Le présent projet d'arrêté fixe notamment les règles relatives au recrutement, au stage et à l'admission en qualité d'agent de l'Etat, à la nomination, à l'évaluation, à l'avancement et au régime disciplinaire de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité. Outre des dispositions propres, il prescrit l'applicabilité partielle de dispositions générales relatives au statut des agents de l'Etat, comme par exemple l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et les arrêtés royaux qui régissent la carrière des agents de l'Etat ⁽¹⁾.

Les diverses techniques de renvoi à ces dispositions générales utilisées par l'arrêté en projet ne permettent toutefois pas de déterminer de manière certaine l'étendue précise de cette applicabilité.

L'auteur du projet est invité à opter pour une technique uniforme de référence à ces dispositions générales : soit l'arrêté dressera une liste complète de ces dispositions qui ne se trouvent pas à s'appliquer, comme il est procédé à l'article 2 du projet; soit il prévoit, à l'occasion du traitement de chaque matière dans un chapitre distinct, quelles dispositions dérogent aux règles générales, comme il est procédé à l'article 29 du projet.

⁽¹⁾ Voir notamment les articles 2 et 4 du projet.

En toute hypothèse, il y a lieu d'éviter de déclarer applicables des dispositions non spécifiées et, en outre, de prévoir que ces dernières ne s'appliquent que "sous réserve des dispositions du présent arrêté", sans autre précision. C'est ainsi que l'article 4 s'expose à une double critique, en ce qu'il n'énonce pas de manière précise quelles sont les "dispositions qui régissent la carrière des agents de l'Etat" déclarées applicables ni en quoi certaines dispositions de l'arrêté en projet auraient pour effet de déroger à ces dispositions générales ⁽²⁾.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Au préambule, il faut viser les textes qui constituent le fondement juridique de l'arrêté en projet ainsi que les textes qu'il modifie ou abroge. Il n'y a lieu de viser au préambule que l'article 107 de la Constitution et l'arrêté royal du 20 août 1969 portant le statut des agents civils du Service de Sécurité militaire.

Dispositif

Article 2

Outre l'observation générale, l'article 17 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité, qui a un lien direct avec les articles 16 et 16bis du même arrêté, doit être visé.

Pour le surplus, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 29 du projet.

⁽²⁾ Il est renvoyé pour le surplus à l'observation figurant sous l'article 4 pour ce qui concerne l'alinéa 2 de cette disposition, qui tend à régler la version chronologique des textes auxquels il est renvoyé.

Article 3

Conformément au texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "services" et non "divisions". La même observation vaut pour la suite du projet.

Article 4

Il serait plus clair, pour atteindre l'objectif poursuivi par l'alinéa 2, de renvoyer aux dispositions régissant la carrière des agents de l'Etat, en ce compris les modifications apportées à ces textes. C'est cette technique qui doit être utilisée pour que les modifications ultérieures ne soient pas applicables aux agents concernés par le présent projet ⁽³⁾.

A moyen terme, la carrière de ces agents risque toutefois d'être affectée d'insécurité juridique compte tenu de la difficulté qu'il y aura d'identifier des textes qui leur sont applicables.

Une autre solution, qui sauvegarde le principe de l'unité du statut des agents de l'Etat, est de ne rien prévoir sauf à décider, à l'occasion de chaque modification ultérieure de ce statut, une dérogation expresse en ce qui concerne les agents civils des services de renseignement.

Article 5

1. Cet article se confond avec l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet. Par conséquent, cette dernière disposition peut se limiter à la phrase suivante :

"Le présent arrêté est applicable aux agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité".

⁽³⁾ Circulaire de légistique formelle de novembre 2001, point 5.5, (<http://www.raadvst-consetat.be>).

2. En vertu de l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité, il convient de répartir les grades du niveau 1 (grades visés à l'article 5, § 1^{er}, 1° à 4° du projet) en rangs.

Article 11

L'alinéa 2 en projet déroge à l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité. Il convient dès lors de mentionner cette dernière disposition dans l'article 2 du présent projet.

Article 12

1. Conformément aux explications fournies par la fonctionnaire déléguée, dans la phrase introductive de l'article 12, il convient d'écrire :

"Pour être nommés aux emplois (...) les candidats doivent satisfaire aux conditions suivantes :".

Si certaines conditions devaient être remplies dès le dépôt de la candidature, le texte devrait le préciser en les distinguant.

2. Conformément aux explications fournies par la fonctionnaire déléguée, il y a lieu de réécrire le 6°, afin de prévoir que le candidat doit être au moment de la nomination, titulaire d'une habilitation de sécurité au sens de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Il y a lieu par conséquent de viser au préambule, l'article 12, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 décembre 1998 précitée.

3. Interrogée sur les conséquences d'un refus d'octroi d'une nouvelle habilitation⁽⁴⁾ ou d'un retrait de celle-ci, la fonctionnaire déléguée a précisé qu'en pareil cas, l'agent serait réaffecté à une fonction d'un grade équivalent au sein du ministère de la Défense. Pareille intention doit être traduite dans le dispositif du projet pour être compatible avec l'article 3 du projet.

4. Au 7° les mots "ou obtenir ce permis avant la fin du stage" doivent être omis car il ne se conçoit pas d'admettre un candidat au stage s'il ne répond pas à toutes les conditions de nomination.

5. L'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif à la sélection et à la surveillance médicales des conducteurs de véhicules à moteur a été remplacé par les articles 40 à 46 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire. Il convient dès lors d'adapter le contenu du 8°.

Article 13

Il ressort de l'article 20, alinéa 2, du projet que les candidats sont admis au stage d'après le classement établi à la suite de la sélection comparative. Il ne s'agit donc pas d'une sélection comparative dans le sens des article 20 et suivants de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité mais d'un concours. Mieux vaut dès lors remplacer les mots "sélection comparative" par le mot "concours" partout dans le projet.

Article 18

Il y a lieu de compléter l'alinéa 2 en précisant que le règlement interne de la Commission de sélection sera soumis à l'approbation du Ministre.

⁽⁴⁾ En vertu de l'article 26 de l'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 précitée, l'habilitation de sécurité a une durée de validité de cinq ans maximum.

Article 19

Il convient de compléter cet article qui instaure uniquement une commission de sélection pour la partie orale des tests psychotechniques.

Par ailleurs, il convient de préciser s'il est tenu compte du résultat obtenu aux tests psychotechniques pour le classement des candidats.

Article 21

Mieux vaut déplacer cet article après l'article 28 du projet et le rédiger de la manière suivante :

"Les autres règles régissant le stage, les programmes et méthodes de formation relatifs à celui-ci et les modèles de rapports de stage sont déterminés par le Ministre de la Défense".

Article 25

Il convient de préciser ce que l'on entend par "exigences du stage". Mieux vaut d'ailleurs recourir à la même formulation que celle utilisée dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité, notamment les articles 30 et suivants..

Article 26

Pour maintenir une unité de terminologie ⁽⁵⁾, mieux vaut préciser que le stagiaire peut être licencié pour inaptitude professionnelle.

⁽⁵⁾ Voir les articles 23 et s. de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux rendu applicable par l'article 29 du projet

Article 27

Selon cet article, le recours et le dossier sont transmis au conseil consultatif par le directeur général human resources, alors que l'article 43, alinéa 1^{er}, du projet prévoit que le conseil consultatif est saisi de toute affaire par le sous-chef d'état-major renseignement et sécurité. Il convient de lever cette incohérence.

Le conseil consultatif est saisi même si le stagiaire n'introduit pas de recours. La section de législation n'aperçoit dès lors pas la différence qui est établie par l'article en projet si le conseil consultatif doit de toute manière se prononcer sur la proposition de licenciement.

Article 28

Il est inutile de prévoir l'avis du commissaire en chef car celui-ci établit le rapport final en application de l'article 24 du projet.

Article 29

Selon l'article 2 du projet, les articles 56 à 62 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 (relatif à l'évaluation) sont applicables aux agents soumis au présent projet. Or, en vertu de la disposition en projet, les articles 2 à 27 de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics sont également applicables. Il ressort de l'article 29 de l'arrêté royal du 2 août 2002 qu'on ne peut appliquer à la fois les deux régimes d'évaluation ⁽⁶⁾.

Il faut donc ajouter les articles 56 à 62 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 à la liste prévue à l'article 2 du projet.

⁽⁶⁾ Il est renvoyé pour le surplus à l'observation générale.

Article 35

1. Il faut remplacer les mots "aux articles 7 à 11" par les mots "aux articles 7, 8, 10 et 11".

2. Selon l'article 28 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le stagiaire n'a pas la qualité d'agent de l'Etat. Il n'est soumis aux dispositions de cet arrêté royal et des arrêtés qui le modifient ou le complètent que dans la mesure où elles lui sont rendues expressément applicables.

L'article 81bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 énonce que le régime disciplinaire est applicable aux stagiaires. En vertu de l'article 2 du projet, l'article 28 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 est applicable aux agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité alors que l'article 81bis ne l'est pas.

A défaut d'une disposition qui prévoit l'application du chapitre IX du projet aux stagiaires, ceux-ci ne sont pas soumis au régime disciplinaire décrit dans les articles 35 à 40 du projet.

Article 36

L'article en projet établit une certaine confusion entre la régression barémique et la rétrogradation. Mieux vaut reprendre les définitions qui se trouvent à l'article 77, §§ 4bis et 5, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Article 39

Au paragraphe 3, il convient de déterminer la durée pour l'effacement de chacune des peines disciplinaires prononcées sur base de l'arrêté royal du 20 août 1969, car ces peines disciplinaires ne sont pas les mêmes que celles qui figurent au paragraphe 2. Pour le surplus, ce paragraphe doit être inséré parmi les dispositions transitoires.

Article 41

Au paragraphe 3, il convient de fixer la composition du conseil consultatif.

Article 46

A la fin de l'article, il convient de remplacer le mot "et" par le mot "ou".

Article 53

L'alinéa 1^{er} est superflu car le projet ne contient pas de dispositions relatives aux procédures de mise à la pension.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet est rédigé de manière assez brouillonne et devrait être réécrit avec beaucoup plus de soin.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

ALGEMENE OPMERKING

Bij het voorliggende ontwerpbesluit worden inzonderheid de regels vastgesteld betreffende de werving, de proeftijd en de aanstelling tot rijksambtenaar, de benoeming, de evaluatie, de bevordering en de tuchtregeling van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement Inlichting en Veiligheid. Het ontwerp bevat eigen bepalingen, maar schrijft daarnaast voor dat sommige algemene bepalingen betreffende het statuut van het rijkspersoneel, zoals bijvoorbeeld het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en de koninklijke besluiten die de loopbaan van het rijkspersoneel regelen ⁽¹⁾, ten dele van toepassing zijn.

De onderscheiden technieken die in het ontworpen besluit worden gebruikt om naar die algemene bepalingen te verwijzen, maken het evenwel niet mogelijk om met zekerheid vast te stellen in welke mate die bepalingen van toepassing zijn.

Aan de steller van het ontwerp wordt aangeraden te opteren voor een eenvormige techniek om naar die algemene bepalingen te verwijzen : ofwel moet in het besluit zelf een exhaustieve lijst worden gegeven van de bepalingen die niet van toepassing zijn, zoals in artikel 2 van het ontwerp, ofwel moet, wanneer elke aangelegenheid in een afzonderlijk hoofdstuk wordt behandeld, worden vermeld welke bepalingen van de algemene regels afwijken, zoals in artikel 29 van het ontwerp.

⁽¹⁾ Zie inzonderheid de artikelen 2 en 4 van het ontwerp.

Hoe dan ook moet worden vermeden niet nader genoemde bepalingen toepasselijk te verklaren en daarnaast te stellen dat die bepalingen alleen van toepassing zijn "onder voorbehoud van de bij dit besluit vastgestelde bepalingen" zonder nadere precisering. Zo staat artikel 4 in twee opzichten bloot aan kritiek, doordat daarin niet precies wordt aangegeven welke de bepalingen tot regeling van de loopbaan van het rijkspersoneel zijn die toepasselijk worden verklaard, noch in welke zin sommige bepalingen van het ontworpen besluit tot gevolg zouden hebben dat van die algemene bepalingen wordt afgeweken ⁽²⁾.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

In de aanhef moet worden verwezen naar de regelingen die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen en naar de regelingen die bij het ontwerp gewijzigd of opgeheven worden. In de aanhef behoort alleen te worden verwezen naar artikel 107 van de Grondwet en naar het koninklijk besluit van 20 augustus 1969 houdende het statuut van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid.

Dispositief

Artikel 2

Los van de algemene opmerking, dient te worden verwezen naar artikel 17 van het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937, dat rechtstreeks verband houdt met de artikelen 16 en 16bis van datzelfde besluit.

⁽²⁾ Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt wordt bij artikel 4, wat betreft het tweede lid van die bepaling tot regeling van de chronologische versie van de teksten waarnaar verwezen wordt.

Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt wordt bij artikel 29 van het ontwerp.

Artikel 3

In de Franse tekst behoort, overeenkomstig de Nederlandse tekst, "services" te worden geschreven in plaats van "divisions". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Artikel 4

Om het doel te bereiken dat in het tweede lid wordt nagestreefd, zou het duidelijker zijn te verwijzen naar de bepalingen die de loopbaan van het rijkspersoneel regelen, met inbegrip van de in die teksten aangebrachte wijzigingen. Deze techniek moet worden aangewend om ervoor te zorgen dat de wijzigingen die daarin naderhand worden aangebracht niet van toepassing zijn op de personeelsleden waarop dit ontwerp betrekking heeft ⁽³⁾.

Op middellange termijn dreigt evenwel rechtsonzekerheid te zullen heersen omtrent de loopbaan van die personeelsleden doordat het moeilijk zal zijn te bepalen welke regelingen op hen van toepassing zijn.

Een andere oplossing, waardoor niet geraakt wordt aan het principe dat er voor het rijkspersoneel slechts één statuut is, bestaat erin voorlopig niets te bepalen maar ter gelegenheid van elke latere wijziging van dat statuut te voorzien in een uitdrukkelijke afwijking voor de burgerlijke ambtenaren van de inlichtingendiensten.

Artikel 5

1. Dit artikel vormt een gedeeltelijke overlapping met artikel 1, eerste lid, van het ontwerp. Bijgevolg kan de laatstgenoemde bepaling worden ingekort tot de volgende redactie :

⁽³⁾ Circulaire betreffende de wetgevingstechniek van november 2001, punt 5.5, (<http://www.raadvst-consetat.be>).

"Dit besluit is van toepassing op de burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement Inlichtingen en Veiligheid".

2. Krachtens artikel 4, derde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 dienen de graden van niveau 1 (de graden vermeld in artikel 5, § 1, 1° tot 4°, van het ontwerp) over de rangen te worden verdeeld.

Artikel 11

Het ontworpen tweede lid wijkt af van artikel 5, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Deze laatste bepaling dient derhalve te worden vermeld in artikel 2 van het onderhavige ontwerp.

Artikel 12

1. Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar verstrekt heeft, dient in de inleidende zin van artikel 12 te worden geschreven :

"Om te worden benoemd in de betrekkingen (...) moeten de kandidaten aan de volgende vereisten voldoen :".

Indien aan bepaalde vereisten moet worden voldaan na het indienen van de kandidatuur, dient dit in de tekst te worden aangegeven door deze vereisten afzonderlijk te vermelden.

2. Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar verstrekt heeft, dient onderdeel 6° te worden herschreven om te bepalen dat de kandidaat op het ogenblik van de benoeming houder dient te zijn van een veiligheidsmachtiging in de zin van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

.../...

In de aanhef dient bijgevolg te worden verwezen naar artikel 12, eerste lid, van de voornoemde wet van 11 december 1998.

3. Op de vraag wat de gevolgen zijn van de weigering om een nieuwe machtiging ⁽⁴⁾ toe te kennen of van de intrekking van die machtiging, heeft de gemachtigde ambtenaar gepreciseerd dat in een dergelijk geval de ambtenaar wordt herplaatst in het ambt van een gelijkwaardige graad bij het Ministerie van Landsverdediging. Deze bedoeling dient te worden weergegeven in het dispositief van het ontwerp om verenigbaar te zijn met artikel 3 ervan.

4. De woorden "of dit rijbewijs verkrijgen voór het einde van de stage" in onderdeel 7° dienen te vervallen omdat het niet denkbaar is een kandidaat toe te laten tot de proeftijd als hij niet aan alle benoemingsvoorwaarden voldoet.

5. Het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de geneeskundige schifting en het geneeskundig toezicht op de bestuurders van motorvoertuigen is vervangen door de artikelen 40 tot 46 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs. De inhoud van onderdeel 8° dient derhalve te worden aangepast.

Artikel 13

Uit artikel 20, tweede lid, van het ontwerp blijkt dat de kandidaten worden toegelaten tot de proeftijd volgens de rangschikking die na de "vergelijkende selectie" wordt opgemaakt. Het gaat dus niet om een vergelijkende selectie in de zin van de artikelen 20 en volgende van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937, maar

⁽⁴⁾ Krachtens artikel 26 van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de voormelde wet van 11 december 1998 heeft de veiligheidsmachtiging een geldigheidsduur van maximum vijf jaar.

om een vergelijkend examen. Het is derhalve beter overal in het ontwerp de woorden "vergelijkende selectie" te vervangen door de woorden "vergelijkend examen".

Artikel 18

Het tweede lid dient te worden aangevuld met de vermelding dat het intern reglement van de selectiecommissie ter goedkeuring aan de Minister wordt voorgelegd.

Artikel 19

Dit artikel, waarbij uitsluitend voor het mondelinge gedeelte van de psychotechnische tests een selectiecommissie wordt opgericht, moet worden aangevuld.

Bovendien moet worden gepreciseerd of er voor de rangschikking van de kandidaten rekening wordt gehouden met de uitslag behaald bij de psychotechnische tests.

Artikel 21

Het is beter dit artikel na artikel 28 van het ontwerp te plaatsen en het als volgt te redigeren :

"De andere bepalingen inzake de proeftijd, de programma's en de methoden die er betrekking op hebben en de modellen van de verslagen over de proeftijd worden door de Minister van Landsverdediging vastgelegd.".

Artikel 25

Er dient te worden gepreciseerd wat wordt verstaan onder "stagevereisten". Het is trouwens beter te werken met dezelfde formulering als die welke wordt gebruikt in

het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937, inzonderheid in de artikelen 30 en volgende.

Artikel 26

Om de eenheid van de terminologie te handhaven ⁽⁵⁾ is het beter te bepalen dat het personeelslid op proef kan worden ontslagen wegens beroepsongeschiktheid.

Artikel 27

Volgens dit artikel worden het beroep en het dossier door de directeur-generaal human resources overgezonden aan de raad van advies, terwijl in artikel 43, eerste lid, van het ontwerp bepaald wordt dat iedere zaak bij de raad van advies aanhangig wordt gemaakt door de onderstafchef inlichtingen en veiligheid. Deze inconsistentie behoort te worden verholpen.

Er wordt zelfs een beroep gedaan op de raad van advies wanneer het personeelslid op proef geen beroep instelt. De afdeling wetgeving ziet derhalve niet in waarom in het ontworpen artikel een onderscheid wordt gemaakt, aangezien de raad van advies zich hoe dan ook moet uitspreken over het voorstel tot afdanking.

Artikel 28

Het is overbodig te voorzien in het advies van de hoofdcommissaris aangezien deze het eindverslag opstelt met toepassing van artikel 24 van het ontwerp.

Artikel 29

Volgens artikel 2 van het ontwerp zijn de artikelen 56 tot 62 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 (betreffende de evaluatie) van toepassing op de ambtenaren voor wie het onderhavige ontwerp geldt. Nu is het zo dat krachtens de

⁽⁵⁾ Zie de artikelen 23 en volgende van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten, van toepassing verklaard bij artikel 29 van het ontwerp.

ontworpen bepaling de artikelen 2 tot 27 van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten eveneens van toepassing zijn. Uit artikel 29 van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 blijkt dat beide evaluatieregelingen niet tegelijkertijd kunnen worden toegepast ⁽⁶⁾.

Aan de lijst vastgesteld in artikel 2 van het ontwerp moeten derhalve de artikelen 56 tot 62 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 worden toegevoegd.

Artikel 35

1. De woorden "van de artikelen 7 tot 11" moeten vervangen worden door de woorden "van de artikelen 7, 8, 10 en 11".

2. Volgens artikel 28 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 is het personeelslid op proef geen rijksambtenaar. De bepalingen van dit koninklijk besluit en van de besluiten die het wijzigen of aanvullen gelden voor hem slechts in zover zij uitdrukkelijk op hem toepasselijk zijn verklaard.

In artikel 81bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 wordt bepaald dat de tuchtregeling van toepassing is op de personeelsleden op proef. Krachtens artikel 2 van het ontwerp is artikel 28 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 van toepassing op de burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid, terwijl artikel 81bis dat niet is.

⁽⁶⁾ Voor het overige wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Bij ontstentenis van een bepaling waarin voorzien wordt dat hoofdstuk IX van het ontwerp van toepassing is op de personeelsleden op proef, vallen deze niet onder de tuchtregeling beschreven in de artikelen 35 tot 40 van het ontwerp.

Artikel 36

Het ontworpen artikel creëert een zekere verwarring tussen de lagere inschaling en de terugzetting in graad. Het zou beter zijn terug te grijpen naar de definities die vermeld staan in artikel 77, §§ 4bis en 5, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Artikel 39

In paragraaf 3 behoort de termijn te worden bepaald voor de uitwissing van elk van de tuchtstraffen die uitgesproken worden op grond van het koninklijk besluit van 20 augustus 1969, daar die tuchtstraffen niet dezelfde zijn als die welke vermeld worden in paragraaf 2. Daarenboven moet deze paragraaf ingevoegd worden tussen de overgangsbepalingen.

Artikel 41

In paragraaf 3 behoort de samenstelling te worden vastgelegd van de raad van advies.

Artikel 46

Aan het slot van het artikel behoort het woord "en" vervangen te worden door het woord "of".

Artikel 53

Het eerste lid is overbodig aangezien het ontwerp geen bepalingen bevat betreffende de procedures inzake pensionering.

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is vrij slordig geredigeerd en zou zorgvuldig moeten worden herschreven.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

La note du Bureau de coordination a été présentée par M. R. WIMMER, référendaire adjoint.

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS